

Concours section : 3e concours d'accès

Epreuve matière : Composition CIVIL

N° Anonymat : GAKLS956 NK

Nombre de pages : 8

13.50 / 20

Concours :

3^{ème}

Epreuve :

Composition droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La loyauté de la preuve dans le procès civil

Carbonnier affirmait en substance que les droits ne sont rien s'ils ne peuvent être prouvés. Les droits comme la preuve sont en effet au cœur du procès : ce dernier réunit deux parties cherchant à obtenir du juge une décision sur le litige qui les oppose, chacune d'elles alléguant des prétentions qu'elles doivent fonder en faits, dont elles doivent apporter la preuve, dans le but de faire reconnaître leur(s) droit(s). La preuve consiste donc pour chaque partie à démontrer des éléments (circonstances de fait, dispositions de droit objectif) qui attestent du bien-fondé de ses prétentions.

En matière civile comme en tout autre matière juridique (pénale, administrative), la preuve est donc un élément essentiel du procès et à ce titre elle fait l'objet, sinon d'une définition, du moins d'une reconnaissance par la loi comme par des normes supérieures. Au vu de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Conv. edh), la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a ainsi jugé que « l'exigence de « l'égalité des armes » au sens d'un « juste équilibre » entre les parties, vaut en principe aussi bien en civil qu'en pénal » (27 octobre 1993, *Dambo Beheer BV v Pays-Bas*), précisant que l'égalité des armes impliquait « l'obligation d'offrir à chaque partie une possibilité raisonnable de présenter sa cause - y compris ses preuves - dans des conditions qui ne la placent pas dans une situation de net désavantage par rapport à son adversaire » (même arrêt). On remarque ici des notions qui se rapprochent de celles de la loyauté sans pour autant que celle-

N°

118.

ci apparaisse clairement. Il en est de même des textes du Code civil et du Code de procédure civile qui régissent la matière, soit le domaine des droits et des obligations privés ainsi que des conditions qui permettent de faire valoir ces droits et obligations et également de les prouver.

Ainsi l'article 9 CPC exigeant chaque partie à "prouver conformément à la loi" les faits nécessaires au succès de sa prétention ; il y a donc une obligation de licéité de la preuve que le juge devra contrôler, obligation que l'on retrouve également dans les dispositions relatives à la preuve des obligations, notamment dans les articles 1357 et 1358 nouveaux du Code civil (C.C.). En principe, tant que l'administration de la preuve se réalise dans le respect de la loi, elle est susceptible d'être apportée par tous moyens.

① Où serait dès lors issue la notion de loyauté de la preuve, si cette dernière n'apparaît pas dans les textes de loi ? Il semble que le principe de loyauté ait émergé progressivement comme un principe pré-torien, soit affirmé par le juge. En effet, si la preuve est indispensable pour démontrer le bien-fondé de sa prétention et que chacun dispose en outre du droit d'accéder à un juge pour faire valoir sa prétention (article 6 Conv. edh, articles 1^{er} suivants CPC), alors il existe un véritable droit à la preuve.

Cependant, tout en étant encadré par la loi, puisque la preuve doit être licite, le droit à la preuve peut malgré tout venir empiéter sur d'autres droits aussi essentiels. En effet, même si la preuve a été obtenue de façon licite, elle peut l'avoir été par des procédés dissimulés, immoraux, contraires à la bonne foi : de façon déloyale. Le principe de loyauté de la preuve semble ainsi avoir émergé comme un instrument pour le juge de trouver un équilibre entre le droit à la preuve et ces autres droits sur lesquels il pourrait empiéter, en particulier le droit au respect de la vie privée garanti par l'article 8 CC et l'article 8 Conv. edh.

Dès lors, de quelle manière le principe de loyauté de la preuve dans le procès civil va-t-il permettre, voire garantir, le maintien d'un équilibre entre droit à la preuve d'une part, et respect des droits fondamentaux d'autre part ?

Si l'on peut constater la promotion de la loyauté de la preuve dans le procès civil dans un but de respect du droit et des libertés fondamentales (I), cette même loyauté peut aussi se voir contrainte par permettre l'exercice du droit à la preuve (II).

I. La promotion de la loyauté de la preuve dans le procès civil dans un but de respect du droit et des libertés fondamentales

La promotion du principe de loyauté de la preuve s'illustre tout d'abord dans le respect imposé de règles processuelles (A), puis dans son champ d'application élargi au sein de la matière civile (B).

A. Le respect imposé de règles processuelles de la preuve en matière de loyauté

Il convient tout d'abord de rappeler la règle que nul ne peut se constituer de preuve à soi-même en matière d'actes juridiques. Ce type de preuve serait en effet susceptible de manquer de sincérité et de se porter nécessairement en faveur de celui qui l'allègue et de ses prétentions. Dès la Cour de cassation rappelle régulièrement ce principe au visa de l'article 1353 nouveau CC (Civ. 1^{re} 2 avril 1996 ; Civ. 2^e 23 septembre 2004).

Le recueil de la preuve peut également être soumis à des règles particulières selon le procédé concerné : ainsi, les modes de surveillance mis en place par un employeur vis-à-vis de ses salariés exigent de la part de celui-ci de respecter trois obligations. Il doit informer la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) de la mise en place de cette surveillance, également informer et consulter le comité d'entreprise et enfin informer les salariés concernés par ces mesures. Des obligations rappelées dans une jurisprudence constante de la Cour de cassation (Soc. 20 nov. 1991) et que celle dernière a récemment étendue lorsque cette surveillance est opérée dans une entreprise cliente et dont l'employeur souhaiterait s'en servir comme possibilité de recueillir des preuves à l'encontre de ses salariés (Soc. 10 janvier 2012, et observations de M. Boulmier).

Cette obligation d'informer particulièrement les personnes des procédés de surveillance dont elles font l'objet et qui sont suscep-

titiles de constituer des preuves à leur encontre semble découler directement du principe du contradictoire qui oblige les parties dans un procès à se communiquer leurs éléments de preuve et ce de façon spontanée, c'est-à-dire dans une intention de sincérité et de bonne foi qui fait écho au principe de loyauté (articles 15 et 132 CFC).

A travers ces différents moyens, le législateur comme le juge incitent ainsi les parties, en amont comme au moment du procès, à agir sans dissimuler ni leurs intentions ni leurs actes : on retrouve l'idée affirmée par la CEDH de ne pas mettre une partie dans une situation de trop grand désavantage et de maintenir une égalité dans la connaissance des parties quant aux faits et allégations qui seront portés devant le juge.

Mais plus que d'imposer des règles, le principe de loyauté va substantiellement irriguer toute la matière civile pour préserver des intérêts fondamentaux.

B - Le champ d'application élargi de la loyauté de la preuve au sein de la matière civile pour protéger des intérêts fondamentaux

Au nom du droit au respect à la vie privée, la loyauté de la preuve est tout d'abord venue protéger les relations privées : cela s'est avant tout illustré dans le rejet des enregistrements de conversations téléphoniques effectués et conservés à l'insu d'une des parties, l'autre désirant utiliser ces enregistrements comme éléments probants (Civ 2^e, 7 oct. 2004).

On peut également rappeler qu'entre époux, les éléments de preuve obtenus par violence ou par fraude au cours d'une procédure de divorce ne sont pas admis (article 259-1 CC) : ils pourraient être considérés comme attentatoires à la vie privée mais on peut également penser qu'il est attendu, de la part d'époux, même en train de divorcer, d'adopter une conduite l'un envers l'autre exempte de déloyauté.

La loyauté de la preuve s'est par ailleurs particulièrement développée au sein des relations de travail : dans ce domaine aussi, trouve à s'appliquer le droit au respect de la vie privée, et l'employeur ne

Concours : 3^{ème}

Epreuve : Composition droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



peut donc utiliser tous types de procédés pour recueillir des preuves à l'encontre de ses salariés. Ont fait notamment l'objet d'un contentieux important la question de la consultation par l'employeur de la messagerie électronique et des fichiers informatiques sur l'ordinateur professionnel du salarié ; ceux identifiés clairement comme personnels ne peuvent être librement consultés par l'employeur sous peine de violation de l'intimité et du secret des correspondances (Soc. 2 oct. 2001 ; Soc. 17 mai 2005). De même que dans les relations privées, l'enregistrement des conversations téléphoniques à l'insu du salarié est considéré comme un procédé déloyal, tout comme les enregistrements d'image (Soc. 10 nov. 1991 ; Com 3 juin 2008).

Mais ce sont surtout les procédés de surveillance et de filature comme modes de preuve qui se sont vu strictement contrôlés par la Cour de Cassation récemment ; ces derniers doivent impérativement respecter des principes de proportionnalité quant au but visé (Civ. 1^{re} 22 sept. 2016) et l'ingérence qu'ils peuvent occasionner dans la vie privée des parties filmées à leur insu est clairement sanctionnée par le juge (en l'espèce la filature avait conduit à filmer les personnes suspectées de frauder à l'assurance dans leur domicile et dans leurs déplacements).

Quant à la vidéosurveillance mise en place par l'employeur à l'encontre de ses salariés, comme déjà évoquée elle est soumise à déclaration et information des personnes concernées sous peine de se voir également censurée en tant que preuve déloyale (Soc. 10 janv. 2012).

Enfin dans un arrêt d'Assemblée Plénière du 7 janvier 2011, la Cour de Cassation est venue étendre les règles de procédure civile, et donc le principe de loyauté de la preuve, au contentieux des pratiques anticoncurrentielles relevant de l'Autorité de la concurrence, preuve s'il en

N°

.5/.8.

fallait que ce dernier annule désormais toute la matière.

Néanmoins ce principe de loyauté de la preuve n'entraîne pas complètement le droit à la preuve des parties : le juge a ménagé des espaces qui permettent dans certaines conditions d'accepter des preuves qui apparaissent équivoques -

II La loyauté cantonnée pour permettre l'exercice du droit à la preuve dans le procès civil

Ce droit à la preuve autorise des attentes à la loyauté de la preuve strictement encadrées (A) et par ailleurs emporte un contrôle des mesures d'investigation et de recherche des preuves (B) -

A - Les attentes à la loyauté de la preuve strictement encadrées (A)

C'est le juge qui va essentiellement vérifier si, malgré l'attente au principe de loyauté et donc l'attente à un droit fondamental tel que le respect de la vie privée, la preuve peut être recevable. Il va ainsi effectuer un contrôle de proportionnalité et de nécessité afin de mettre les intérêts des parties en balance, de contrôler que les moyens déployés pour recueillir la preuve étaient adaptés au but poursuivi et que l'attente qui en découle n'est pas excessive.

Ainsi dans un arrêt du 31 octobre 2012, la première chambre civile déclare que des constats filmés par huissier, dans des lieux ouverts au public, afin de vérifier la mobilité et l'autonomie de la partie concernée et sans qu'aucune influence ne s'exerce sur celle dernière pour recueillir la preuve, ne causent pas d'attente disproportionnée à la vie privée de cette partie.

La Cour de cassation invite en outre les juges du fond à opérer ce type de contrôle, rappelant ainsi que si la loyauté de la preuve est essentiel, il importe également de sauvegarder le droit à la preuve (1^{ère} civ. 5 avril 2012).

En outre par son contrôle de la dénégation, la Cour de cassation opère également des vérifications quant à s'assurer que le juge du fond n'a pas mal interprété un élément de preuve ou lui a prêté des finalités différentes de ce pourquoi l'élément était établi (3^e civ. 10 janvier 2012). Entre contrôle de proportionnalité et contrôle de dénégation, le droit à la preuve se voit donc ménagé une voie étroite.

Il convient enfin de remarquer qu'en matière de droits de la défense, toute atteinte à la vie privée n'est pas interdite et peut même se voir justifiée si elle s'avère proportionnée "au regard des intérêts antinomiques en présence" (Com. 15 mai 2007). Le juge devra donc là encore se livrer à un contrôle de proportionnalité par déterminer si la preuve, malgré sa déloyauté, pouvait être recevable ou non.

Le droit à la preuve va également nécessiter un contrôle des mesures d'investigation et de recherche de la preuve.

B. Le contrôle nécessaire des mesures d'investigation et de recherche de la preuve

La preuve recueillie par constat d'huissier de justice, qui peut être prescrit par le juge (art. de 219 CPC), se voit encadrée par les pouvoirs limités de l'huissier : celui-ci est exclusivement habilité à effectuer des constatations matérielles et son constat ne peut avoir pour effet de prouver la partie à agir d'une certaine manière ou d'investiguer dans des questions de fait ou de droit (Dijon 21 juill. 1975 ; Civ 2^e 6 fév. 1980 ; Civ 1^{re} 31 oct. 2012).

En outre, le constat ne lie pas le juge auquel il est remis (article 216 CPC), sa portée s'en trouve donc limitée.

Par ailleurs, la possibilité de demander une mesure d'instruction sur requête au juge, mesure dérogatoire au principe du contradictoire (article 113 CPC) ne peut s'exécuter que de façon encadrée et motivée.

En outre la Cour de cassation impose que la mesure d'instruction ordonnée par la procédure de l'ordonnance sur requête concerne un environnement licite : si ce n'est pas le cas, la mesure ne devrait donc pas être ordonnée (Soc. 10 janv. 2012).

Principe prétoire, la loyauté de la preuve est donc à la fois imposée, contrôlée ou écartée par le juge, qui en a fait un instrument d'équilibre entre les parties et un outil dans son contrôle de proportionnalité.

Si sa consécration était attendue dans la récente réforme du droit des contrats de février 2016, il n'en a pourtant rien été. Au vu de son ampleur et de son rayonnement aujourd'hui, il semble toutefois de plus en plus nécessaire que la loyauté de la preuve trouve un fondement

textuel et une assemblée législative qui aurait de lui donner toute sa légitimité.